

Bâtir le nouveau PS

Pourquoi le Parti socialiste est condamné au changement

Depuis 1962, chaque élection présidentielle est un échec pour le Parti socialiste. Battu sept fois sur neuf, il ne doit qu'à François Mitterrand d'avoir emporté une élection qui semble avoir été conçue pour lui échapper. Il n'y a là aucun hasard, bien au contraire. Tel qu'il est organisé, notre parti est incompatible avec la logique de l'élection présidentielle. La personnalisation de l'enjeu et la pipolisation envahissante du débat sont d'autant plus éloignées des traditions de notre parti que celui-ci, parlementaire de culture, s'est construit contre la logique présidentielle de la Ve République.

Dans son organisation, il a essayé, tant bien que mal, d'en refuser les contraintes. Il prétend choisir son candidat à l'élection présidentielle librement et sans pression de l'opinion, élaborer en lui-même un projet et négocier des alliances avec les partis alliés du moment, transposant dans la République d'aujourd'hui la culture des partis politiques souverains issue de la IIIe République parlementaire. Son code génétique en découle : représentation proportionnelle en interne de courants plus soucieux de se disputer des parts de marché idéologiques que de fédérer autour d'un projet commun, ce qui rappelle les modes de cohabitation des sept sensibilités socialistes qui, en 1905, constituèrent la Ire SFIO ; unité qui ne s'exprime que dans l'opposition au pouvoir (et encore !), défiance à l'égard du candidat investi, tenu à l'observation stricte de la ligne du parti. Avec de tels fers aux pieds, le plus agile des candidats présidentiels est condamné d'avance : impossible unité, conflits programmatiques et organisationnels récurrents entre le candidat et le parti, difficulté à assumer collectivement un projet décomplexé de gouvernement.

A organisation inchangée, cette fatalité de l'échec produit de la contradiction entre logique présidentielle et tradition parlementaire est inéluctable. Elle condamne par avance ceux ou celles d'entre nous qui souhaitent être candidat à l'élection, leur investiture par le parti découlant de stratégies impossibles. Soit ils décident de s'engager tête baissée dans les délices des luttes internes, contribuant à fractionner un peu plus un parti qui n'en a pas besoin. Maximisant leurs différences avec leurs rivaux potentiels, au prix d'inconfortables contorsions, ou préférant émasculer le projet de réforme qu'ils peuvent incarner pour se revendiquer de la fidélité aux dogmes, ils sont assurés de perdre deux fois : en audience dans le parti puisqu'ils se sont singularisés, et en crédit dans l'opinion publique du fait de leur préférence pour les private joutes. Soit, au contraire, ils émergent en délaissant les luttes de congrès pour prendre appui sur l'opinion publique et faciliter ainsi leur investiture. Mais, sitôt désigné, le candidat sera victime des mêmes causes : Soit il acceptera d'être sous contrôle du parti, se reniera donc... et perdra. Soit il s'y refusera... et perdra aussi.

Voilà pourquoi s'en tenir à la simple rénovation du Parti socialiste, pourtant revendiquée à l'unisson, c'est consolider la machine à perdre. Car la seule rénovation de la plateforme programmatique, la redéfinition d'une ligne politique claire, la gèneflexion devant les « réalités du marché », de la mondialisation et de l'individualisation seront vaines tant que n'aura pas été tranchée la question



de l'adaptation même du Parti socialiste à la Ve République présidentielle. Autant que d'un déficit idéologique, le PS souffre d'un travers ontologique qui le rend inapte à agir dans un système politique fondé sur le présidentialisme.

Pour avoir une chance de remporter une élection présidentielle, le Parti socialiste devra donc repenser son rôle et adapter son fonctionnement à cette réalité.

Quelle stratégie pour le changement ?

Dans les débats préparatoires au congrès, le parti semble hésiter entre deux voies.

Certains proposent que le parti se soumette entièrement à la logique présidentielle et qu'il se réorganise pour faciliter l'émergence puis le travail du chef élu. La vie entière du parti est donc repensée autour de ce seul objectif : le chef du parti est nécessairement le futur candidat à l'élection présidentielle (désignation du Premier Secrétaire... ou du Président du parti et investiture présidentielle étant un seul et même vote) ; le mode de scrutin majoritaire en interne remplace l'actuelle proportionnelle afin de donner au 1er Secrétaire/Président les moyens de diriger comme il l'entend le parti.

Nous ne partageons pas cette vision. Contraire à la tradition de débats qui est celle du parti, elle conduit à recopier les dysfonctionnements d'une Vème République ultra autoritaire et à les appliquer à notre propre fonctionnement, sacrifiant au passage au culte du chef que nous dénonçons en tout point. Ce faisant, le Parti socialiste serait privé de toute perspective stratégique d'élargissement crédible : l'intégration de militants et d'identités nouvelles (écologistes, gauche sociale...) serait rendue impossible dans les faits par la mise en place du soutien majoritaire qui émasculerait nécessairement tout apport idéologique nouveau.

L'autre voie, celle que nous proposons, vise à bâtir un nouveau Parti socialiste qui, tout en intégrant pleinement la logique de l'élection présidentielle, refuse d'y soumettre nos fonctionnements internes.

Elle fait le pari que la force des débats qui s'engagent dans la société, au moment de l'élection présidentielle, est un point d'appui essentiel pour donner un souffle nouveau à nos idéaux et repenser notre parti. Pour cela, nous entendons confier à des élections primaires à l'italienne, c'est-à-dire rassemblant largement tous les électeurs de gauche et écologistes qui voudront participer à cette

désignation (moyennant cotisation modeste), la désignation du candidat à l'élection présidentielle. Organisée 12 mois avant l'élection, cette désignation « populaire », outre la dynamique qu'elle créera, libèrera le Parti socialiste des combats sclérosants de l'investiture. N'ayant plus à investir lui-même le candidat, le Parti socialiste pourra consacrer toute son énergie à la rénovation afin de devenir, le fer de lance idéologique, programmatique et idéologique du futur candidat. Pour cela, il devra se doter d'outils pour s'ancrer davantage dans la société à partir d'une force militante renouvelée (organisation de ses relais dans le monde économique et les services publics ; réappropriation de la coordination directe de ses élus locaux ; développement des liens avec les acteurs associatifs) ; travailler à penser les évolutions de la société à moyen terme en créant un outil de réflexion ambitieux ; développer des services pour sa base sociale (assurances, mutuelles), voire aider à la constitution d'outils financiers d'investissements sociaux lui permettant de prendre des participations financières minoritaires pour contribuer à des objectifs précis (émergence de nouvelles formes économiques, pluralisme dans les médias). À côté de ces missions nouvelles, il continuera bien sûr à définir les orientations et à investir les candidats pour les élections locales et législatives. Reprécisant aussi en profondeur son rôle et ses moyens d'actions, le Parti Socialiste pourra engager un renouveau militant et devenir durablement le pôle qui tirera l'ensemble de la gauche vers les succès, s'élargir progressivement pour devenir le parti de toute la gauche et rester ainsi la pépinière d'où émergera le futur candidat.

Dans tous les cas, ce travail à engager dépasse de beaucoup la rénovation et s'apparente beaucoup plus à une refondation. C'est l'utilité même du Parti socialiste, dans sa forme actuelle, que la succession des échecs présidentiels oblige à affronter. Une formation politique créée il y a plus d'un siècle, forte d'une histoire riche, de milliers d'élus locaux et pivot indispensable d'une alternance politique, n'a pas à craindre d'être sans objet. Mais, par manque de courage de se transformer, ou en réduisant le changement à la seule émergence d'un chef, elle encourt le risque d'être durablement réduite à analyser les causes de ses défaites électorales nationales successives.

Pour rompre avec ce cycle de l'échec et incarner l'esprit de réforme dans la société nous voulons d'abord nous l'appliquer à nous-même. C'est pourquoi, nous voulons dès à présent bâtir le nouveau Parti socialiste pleinement adapté aux institutions de son temps.

□

